



## Conseil de tutelle

Distr.  
LIMITEE

UN LIBRARY

JUN 6 1983

T/L.1238  
3 juin 1983  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS/  
FRANCAIS

Cinquantième session  
Point 4 de l'ordre du jour

### SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE

#### Rapport du Comité de rédaction

1. A sa 1557ème séance, le 27 mai 1983, le Conseil de tutelle a désigné un comité de rédaction composé des représentants de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qu'il a chargé de proposer, sur la base des délibérations qui avaient eu lieu au Conseil, des conclusions et des recommandations concernant la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, et de faire des recommandations au sujet du chapitre relatif à la situation dans ce territoire à inclure dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
2. Le Comité de rédaction a tenu trois séances. Il a bénéficié du concours de représentants de l'Autorité administrante.
3. Compte tenu de la discussion générale qui avait eu lieu au Conseil de tutelle sur la situation dans le Territoire, le Comité a rédigé un certain nombre de conclusions et de recommandations qui, à son avis, reflètent les opinions de la majorité des membres du Conseil et qui sont reproduites dans l'annexe au présent rapport.
4. Le Comité recommande au Conseil de tutelle d'adopter le document de travail révisé relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique (T/L.1235 et Add.1), en tant que texte de base à utiliser pour le chapitre relatif à la situation dans ce territoire à inclure dans le prochain rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité.
5. Le Comité recommande également que le Conseil de tutelle adopte les conclusions et recommandations énoncées dans l'annexe et les ajoute à la fin de son rapport.

Annexe

PROJET DE CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. GENERALITES

Le pays et ses habitants

1. Le Conseil prend note des préoccupations qu'ont exprimées une nouvelle fois lors de la Mission de visite de 1982 les représentants du Territoire sous tutelle sur les dangers qui pourraient résulter de l'immersion de déchets nucléaires dans la région du Pacifique. Il prend note en particulier des déclarations faites à ce sujet par le Gouverneur Pedro P. Tenorio, M. Benigno R. Fitiaf, président de la Chambre des représentants et M. Olympio T. Borja, président du Sénat du Commonwealth des îles Mariannes septentrionales lors de la 1545ème séance du Conseil (voir T/PV.1545).
2. Le Conseil prend acte de ce que le Gouvernement des Etats-Unis a réitéré son souci de ne pas déverser de déchets nucléaires dans le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique ou dans les eaux adjacentes. Il prend note des assurances données par l'Autorité administrante que les services compétents ont pris et continuent de prendre en considération ce problème.
3. Le Conseil note que la Législature du Commonwealth des îles Mariannes septentrionales a récemment adopté une loi proclamant la zone où se trouvent les îles Mariannes septentrionales et les zones adjacentes exempte de matières nucléaires et de matières chimiques.
4. Le Conseil se félicite de la mise en place dans l'ensemble du Territoire sous tutelle de stations au sol pour les communications par satellite. Il note avec satisfaction l'établissement de nouvelles installations à Ponapé et à Truk et la mise en fonctionnement des stations au sol des Palaos et des îles Marshall. Il prend acte de ce que l'Autorité administrante et les gouvernements constitutionnels concernés ont l'intention de développer le système des communications téléphoniques privées et le raccordement de ces systèmes au réseau de stations au sol.
5. Le Conseil prend note des préoccupations manifestées à ses séances par des pétitionnaires au sujet des locations de terres par l'Autorité administrante dans plusieurs îles des Mariannes septentrionales et surtout à Tinian. Le Conseil prend acte de ce qu'un accord de bail a été signé entre les Etats-Unis et le Gouvernement des îles Mariannes septentrionales et que ce gouvernement s'engage à trouver des solutions justes et équitables avec les propriétaires concernés.
6. Le Conseil de tutelle note que l'Autorité administrante poursuit ses efforts en vue de restituer le reste des terres domaniales au Gouvernement des Palaos, ce qu'elle fera lorsque le système du Homesteading aura été mis en place. Toutes les autres terres domaniales du Territoire sous tutelle ont été transférées aux gouvernements constitutionnels respectifs.

Mouvement de population

7. Le Conseil de tutelle réaffirme sa profonde préoccupation devant la qualité des soins médicaux offerts aux personnes déplacées de Bikini et d'Enewetak et regrette une nouvelle fois que le programme de santé proposé au titre d'une loi des Etats-Unis ne soit pas mis à exécution.
8. Le Conseil prend note de l'ouverture, en 1982, par le Congrès des Etats-Unis d'un crédit additionnel de 21,4 millions de dollars au titre de la réinstallation des Bikiens, et d'un certain nombre de mesures pratiques prises par l'Autorité administrante pour aider les victimes des essais nucléaires, les indemniser et dissiper leurs craintes.
9. Le Conseil réitère son souci de voir toute proposition de réinstallation des habitants de Bikini et d'Enewetak tenir pleinement compte des dangers quels qu'ils soient qui pourraient subsister et recommande à l'Autorité administrante de continuer à donner la priorité à l'adoption de toutes les mesures nécessaires pour éliminer les risques d'irradiation auxquels sont exposés les habitants des îles Marshall.
10. Le Conseil rappelle que le souhait des Bikiens d'Ejit est d'être réinstallés sur une autre île; à défaut de cette réinstallation, il demande instamment à l'Autorité administrante de développer les installations de l'île d'Ejit, comme les Bikiens en ont exprimé le vœu devant la Mission de visite.
11. Le Conseil, comme la Mission de visite, espère que l'Autorité administrante interprétera ses obligations envers ces populations dans leur sens le plus large, notamment en ce qui concerne le contrôle de la santé de la population et l'octroi d'indemnités, eu égard à l'insuffisance des données disponibles sur les effets à long terme des radiations sur les êtres humains et sur l'environnement.
12. Le Conseil souhaite que les négociations en cours entre l'Autorité administrante et les autorités marshallaises sur la constitution d'un fonds d'indemnisation des Bikiens et sur la saisine des tribunaux compétents en cas de plainte soient rapidement menées à leur terme.
13. Le Conseil note qu'une mission composée de chercheurs et de scientifiques étudie actuellement une éventuelle réhabilitation de l'île de Bikini.
14. Le Conseil, reprenant les conclusions de la Mission de visite dans le Territoire, réaffirme sa préoccupation devant les difficultés sociales, culturelles et économiques que rencontrent les habitants d'Ebeye du fait essentiellement du surpeuplement de l'île. Le Conseil a pris note de l'intention de l'Autorité administrante d'améliorer les conditions de vie dans l'île et d'accorder un crédit de six millions de dollars et l'invite à continuer de donner une importance primordiale à la solution des problèmes qui se posent aux habitants d'Ebeye.
15. Le Conseil a pris connaissance du rapport de la Mission de visite sur les grèves avec occupation de terres par les propriétaires de Kwajalein et de Roi-Namur. Il prend acte des déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles les incidents qui avaient éclaté en juillet-août 1982 entre les propriétaires de l'atoll de Kwajalein et le Gouvernement des îles Marshall avaient été réglés.

16. Le Conseil demande instamment à l'Autorité administrante de ne pas ménager ses efforts pour trouver des solutions satisfaisantes pour tous aux problèmes précis soulevés par les installations militaires des Etats-Unis sur l'atoll de Kwajalein et pour éviter la répétition d'incidents tels que le sail in.

#### Réparations pour dommages de guerre et d'après-guerre

17. Le Conseil de tutelle réaffirme sa préoccupation déjà exprimée lors de ses précédentes sessions, devant le fait que les réparations pour dommages de guerre, telles qu'elles ont été déterminées par la Commission micronésienne des réparations, n'ont pas encore été réglées. Il note que cette question a été régulièrement évoquée devant la Mission de visite tout au long de son séjour dans le Territoire. A ce propos, le Conseil accueille avec satisfaction les déclarations de l'Autorité administrante selon lesquelles toutes les parties poursuivent leurs efforts pour régler les demandes au titre de la catégorie I, environ 30 p. 100 des 34 millions de dollars prévus ont été versés, et toutes les demandes au titre de la catégorie II ont été réglées.

18. Le Conseil, tout en prenant note de cette déclaration, souhaite rappeler avec la Mission de visite le souci exprimé par la population du Territoire, dont elle partage les préoccupations, que les sommes restant dues au titre de la catégorie I soient payées intégralement, dès que possible et, en tout état de cause, avant la levée de l'Accord de tutelle. Il prie instamment les Etats-Unis et le Japon de reprendre les négociations qui permettraient de résoudre ce problème.

### B. PROGRES POLITIQUE

#### Structure politique générale

19. Le Conseil de tutelle constate avec plaisir que les responsabilités administratives du Territoire sous tutelle continuent d'être transférées aux gouvernements constitutionnels et se félicite de la confiance que l'Autorité administrante témoigne à ces gouvernements quant à leur capacité d'exercer toutes les fonctions gouvernementales.

20. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante continue d'encourager les gouvernements constitutionnels à élargir et renforcer leur participation aux organisations régionales et internationales et à maintenir des liens avec les autres gouvernements sur des questions d'intérêt commun.

### GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE

#### Législature

21. Le Conseil exprime à nouveau sa satisfaction au sujet des résultats obtenus par les organes législatifs du Territoire sous tutelle. Il note avec intérêt que l'Union de parlementaires de l'Asie et du Pacifique s'est réunie à Ponapé en 1982 et se réunira de nouveau à Saïpan en 1983.



22. Le Conseil note qu'il appartiendra aux gouvernements constitutionnels qui ont signé l'Accord de libre association avec les Etats-Unis de prendre des mesures, étant entendu que l'Accord aura été approuvé par la majorité du corps électoral des entités respectives, conformément à leurs propres dispositions législatives et constitutionnelles, pour que l'Accord prenne effet.

23. Le Conseil note avec satisfaction qu'avec l'assentiment de l'Autorité administrante, les gouvernements constitutionnels ont signé avec d'autres nations et organisations régionales, des accords de pêche et d'assistance.

24. Convaincu qu'il faut accélérer le transfert des responsabilités gouvernementales à l'administration du Territoire sous tutelle, le Conseil constate avec satisfaction que les quatre gouvernements constitutionnels sont maintenant bien en place et fonctionnent conformément à leurs constitutions librement adoptées.

#### Fonction publique

25. Le Conseil note que l'Autorité administrante a donné des conseils et des avis au Gouvernement des Palaos lors de la grève des fonctionnaires en septembre 1981 et espère que ce regrettable événement ne se reproduira pas.

26. Le Conseil constate avec préoccupation que le salaire horaire minimum appliqué aux Palaos a plus que doublé en l'espace de deux ans et qu'au cours de la période 1981-1982, 84 p. 100 du budget de fonctionnement ont été absorbés par les dépenses de personnel. Le Conseil tient à réaffirmer que même si les gouvernements constitutionnels du Territoire sous tutelle ont maintenant la responsabilité et le contrôle du développement économique, l'Autorité administrante devrait continuer de les aider à encourager la création d'emplois dans le secteur privé.

27. Le Conseil note qu'en application de sa politique de transfert des responsabilités administratives aux gouvernements constitutionnels, l'Autorité administrante a réduit de 200 employés le personnel de son siège en 1982.

#### Education politique

28. Le Conseil note avec satisfaction qu'à la fin de 1982, l'Autorité administrante avait versé un montant total de 375 000 dollars aux trois gouvernements constitutionnels pour les programmes d'éducation politique organisés en prévision des référendums sur l'Accord de libre association et qu'une assistance supplémentaire était prévue.

29. Le Conseil est heureux de constater que d'après les conclusions de la Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1982 la population locale semble être bien au courant des questions politiques la concernant et l'état des négociations qui se poursuivent avec les Etats-Unis au sujet de son avenir.

30. Le Conseil se félicite d'autre part de ce que les habitants du Territoire jouissent d'une entière liberté d'expression.

31. Le Conseil note avec satisfaction que la Mission de visite chargée d'observer le référendum aux Palaos en février 1983 a pu constater que le programme d'éducation politique avait été utile et efficace et que les principales questions sur lesquelles porte l'Accord ainsi que le libellé des bulletins de vote avaient été généralement compris.

32. Le Conseil estime, tout comme la Mission de visite qu'il est essentiel de mettre en oeuvre des programmes adéquats d'éducation politique avant les référendums qui doivent prochainement avoir lieu dans les Etats fédérés de Micronésie et aux îles Marshall. Le Conseil souligne que les programmes devraient porter tant sur des questions politiques que sur des questions économiques.

33. Le Conseil prend note avec satisfaction de la déclaration faite par M. Takesy des Etats fédérés de Micronésie, à savoir que le programme en vue du référendum du 21 juin se déroulait d'une manière satisfaisante et serait mené à bien fin mai.

34. Le Conseil se félicite du rôle important que les gouvernements constitutionnels sont à même de jouer dans l'exécution des programmes d'éducation politique. Il estime essentiel que les électeurs soient pleinement conscients des options qui s'offrent à eux.

#### Décentralisation

35. Le Conseil se félicite des efforts constants déployés par l'Autorité administrante pour transférer les responsabilités aux gouvernements constitutionnels à mesure que ceux-ci sont prêts à les accepter.

#### Pouvoir judiciaire

36. Le Conseil note avec satisfaction que le système judiciaire du Territoire sous tutelle est maintenant bien en place et qu'il a commencé à fonctionner.

### C. . PROGRES ECONOMIQUE

#### Généralités

37. Le Conseil de tutelle constate avec regret que la Micronésie est encore, et dans une large mesure, dépendante économiquement et financièrement de l'Autorité administrante. Comme l'a rappelé la Mission de visite de 1982, les déséquilibres structurels de l'économie n'ont pu être réduits de manière significative. En conséquence, le Conseil estime qu'une aide économique et financière est indispensable afin de maintenir le niveau de vie actuel de la population et le fonctionnement des structures administratives en place.

38. Le Conseil prend note des efforts faits par l'Autorité administrante pour aider les gouvernements locaux à développer leurs activités économiques. Il prend note de l'assurance donnée par l'Autorité administrante que l'assistance aux gouvernements constitutionnels sera plus importante après la levée de l'Accord de tutelle qu'actuellement. Il note avec satisfaction l'augmentation globale de 9 p. 100 de l'allocation budgétaire à ces gouvernements, l'ouverture de crédits

d'un montant de 18,4 millions de dollars des Etats-Unis pour poursuivre le programme d'amélioration de l'infrastructure, les progrès accomplis dans le fonctionnement de l'Economic Development Loan Fund, et les encouragements aux investissements étrangers, aux exportations et au tourisme.

39. Le Conseil note qu'une partie des fonds alloués au titre du programme d'amélioration de l'infrastructure a dû être reprogrammée pour répondre aux besoins immédiats de lutte contre le choléra à Truk. Il souhaite cependant que les projets qui ont de ce fait été retardés, puissent être menés à leur terme.

40. Le Conseil regrette que la deuxième phase du programme d'amélioration de l'infrastructure ne soit pas entrée en application. Dans cette perspective, le Conseil espère que l'Autorité administrante fournira, ainsi qu'elle en a exprimé l'intention, une aide budgétaire substantielle dans le cadre de l'accord de libre association, ce qui permettra aux gouvernements, y compris les gouvernements des îles périphériques, de déterminer leurs propres priorités dans les programmes de développement et d'y faire face. Le Conseil prend note de ce que la plupart des projets du programme quinquennal d'amélioration de l'infrastructure sont actuellement terminés ou en cours.

41. Le Conseil fait siennes les conclusions de la Mission de visite et souhaite mettre l'accent sur les problèmes d'infrastructure, de transports et de développement des îles périphériques, de même que sur la nécessité de mettre en place rapidement un outil statistique fiable.

42. Tout en notant que la responsabilité du développement incombe, au premier chef, aux quatre gouvernements constitutionnels et que des efforts ont déjà été entrepris à cette fin, le Conseil estime néanmoins que l'élaboration d'un programme de développement global est indispensable pour encourager l'investissement intérieur. Le Conseil demande instamment à l'Autorité administrante d'examiner sérieusement cette question.

#### Finances publiques

43. Le Conseil note que l'Autorité administrante a fourni au cours de l'exercice 1981-1982 un total de 98,6 millions de dollars aux gouvernements constitutionnels. Les subventions fédérales par catégorie s'élèvent pour la même période à 21,3 millions de dollars.

44. Le Conseil regrette que certains programmes fédéraux aient été réduits ou même supprimés, du fait de la politique générale suivie par les Etats-Unis ou par anticipation de la fin de l'Accord de tutelle. Il prend acte de ce que le nombre des programmes de santé et d'éducation ait cependant été augmenté et souhaite vivement que la plupart de ces programmes puissent se poursuivre dans des conditions à déterminer lors des négociations sur le statut politique futur du Territoire.

45. Le Conseil note que les gouvernements constitutionnels ont préparé leur propre budget, et ont désormais la possibilité de déterminer leurs propres priorités, compte tenu de certains plafonds budgétaires.

46. Le Conseil rappelle, avec la Mission de visite, le désir de différentes entités micronésiennes, et notamment des services de gestion financière, d'accélérer le processus d'établissement de systèmes de gestion financière distincts et propres à chaque gouvernement.

47. Le Conseil fait siennes les conclusions de la Mission de visite selon lesquelles le régime fiscal reste lourdement tributaire de l'impôt sur le revenu. Le Conseil est d'avis, comme la Mission de visite, que l'établissement de droits à l'importation, notamment pour les produits qui entrent en concurrence avec les produits locaux et les produits qui ne sont pas essentiels, serait judicieux et pourrait constituer une nouvelle source de recettes permettant de remédier au déséquilibre du commerce extérieur du Territoire sous tutelle, de réduire la dépendance croissante vis-à-vis des importations et d'encourager la production et l'industrie locales.

Aide des institutions internationales  
et des pays tiers

48. Le Conseil se félicite du développement continu des relations entre les gouvernements du Territoire, d'une part, et les Etats de la région, les organisations internationales et les divers programmes régionaux et internationaux, d'autre part.

49. Le Conseil note avec satisfaction que le Territoire sous tutelle a reçu l'assistance de plusieurs institutions et organismes des Nations Unies, notamment de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Equipe consultative multinationale et interdisciplinaire des Nations Unies pour le développement (UNDAT), du Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en particulier lors de l'épidémie de choléra à Truk. En outre, la Commission du Pacifique sud (CPS) ainsi que le Bureau de la coopération économique pour le Pacifique sud et d'autres organisations régionales ont fourni une aide économique, sociale et technique dans différents domaines et pour plusieurs projets.

50. Le Conseil note que les Etats fédérés de Micronésie et le Japon ont signé un accord de coopération technique et que les îles Marshall et le Japon ont signé un accord sur les pêcheries.

51. Le Conseil affirme que l'assistance internationale joue et continuera à jouer un rôle important dans l'économie de la Micronésie; en ce sens, il note avec satisfaction que l'Autorité administrante encourage les gouvernements du Territoire à établir des contacts et à élargir leurs relations avec les organisations bi- et multinationales et avec les pays tiers.

Crédit

52. Le Conseil note avec satisfaction que l'Economic Development Loan Fund fonctionne pleinement par le biais des banques centrales dans chacun des centres gouvernementaux.



53. Il note que des crédits d'un montant d'environ 6 millions de dollars pour l'ensemble du Territoire sont disponibles sous la forme de prêts. Ces crédits se répartissent de la manière suivante : 56,5 p. 100 pour les Etats fédérés de Micronésie, 25 p. 100 pour les îles Marshall, et 18,5 p. 100 pour les Palaos.

54. Il note l'approbation récente de prêts d'un montant de 236 000 dollars, en faveur de petites et moyennes entreprises, pour la création ou l'amélioration d'opérations dans le domaine de l'agriculture et du tourisme. Le Conseil exprime le souhait que ce programme sera amené à s'accroître.

#### Questions foncières

55. Le Conseil souhaite que les difficultés administratives et juridiques auxquelles s'est heurté le transfert de certaines terres domaniales aux Palaos, soient résolues dans un avenir proche.

56. Il rappelle que le Président et les autres hauts responsables des Palaos ont fait valoir à la Mission de visite que les terres domaniales devaient être transférées au gouvernement dûment élu, lorsque le nouveau gouvernement des Palaos serait prêt à assumer ses responsabilités.

57. Le Conseil note les préoccupations exprimées par le représentant des Etats fédérés de Micronésie relatives au paiement des créances concernant l'utilisation de certaines terres par l'Autorité administrante. Il espère qu'une solution rapide et satisfaisante pour les habitants intéressés sera trouvée.

58. Le Conseil estime, avec la Mission de visite, que le programme de levés cadastraux des terres privées doit se poursuivre afin de faciliter le règlement des litiges fonciers, et que les terres arables du domaine devraient être utilisées pour le développement d'une agriculture commerciale qui pourrait devenir une importante source de recettes d'exportations, de revenus et d'emplois.

#### Agriculture et élevage

59. Le Conseil, qui a pris bonne note du transfert aux gouvernements constitutionnels des compétences en matière agricole, réaffirme qu'il est cependant du devoir de l'Autorité administrante d'aider ces gouvernements à développer à titre prioritaire la production agricole et l'élevage.

60. Le Conseil note, avec la Mission de visite, que dans les plans de développement quinquennaux élaborés ou en cours d'élaboration, les différentes entités du Territoire accordent une importance primordiale au développement des secteurs alimentaire, agricole et de l'élevage en vue de diminuer leur dépendance vis-à-vis des importations de denrées alimentaires et de parvenir à une plus grande autonomie.

61. Si le Conseil reconnaît les obstacles qui entravent le développement agricole, il encourage les gouvernements du Territoire et l'Autorité administrante à poursuivre leurs efforts en ce domaine afin de satisfaire les besoins de la population et de promouvoir une agriculture tournée vers l'exportation.

### Ressources maritimes

62. Le Conseil rappelle que le développement des ressources marines du Territoire mérite de recevoir un rang élevé de priorité dans le développement futur de la Micronésie. Il encourage, en ce sens, non seulement l'aménagement des complexes halieutiques partout où cela est possible, mais aussi le développement de l'infrastructure dans les îles périphériques, notamment les installations d'entreposage, les sources d'énergie et les moyens de transport, ainsi que la création de coopératives, l'institution de programmes de formation technique et la conclusion d'accords de commercialisation.

63. Le Conseil prend note de la volonté de l'Autorité administrante de soutenir les efforts des gouvernements constitutionnels dans le développement de leurs industries de la pêche et de son intention de fournir son assistance, y compris après la levée de l'Accord de tutelle, afin que les droits des Micronésiens sur la zone des 200 milles soient respectés.

64. Le Conseil prend acte du souhait, exprimé à plusieurs reprises par les représentants des îles Mariannes septentrionales, que le Commonwealth des îles Mariannes septentrionales puisse exercer sa pleine juridiction sur toutes ses ressources océaniques, vivantes et autres, dans la limite des 200 milles de la zone économique exclusive.

65. Le Conseil espère que le litige entre les Etats-Unis et les îles Mariannes puisse être résolu au mieux des intérêts des Mariannais afin que ceux-ci ne soient ni discriminés ni pénalisés par rapport aux habitants des autres entités micronésiennes.

### Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

66. Le Conseil a noté que les gouvernements constitutionnels des Palaos, des Etats fédérés de Micronésie et des îles Marshall souhaitaient signer la Convention sur le droit de la mer, avant même la levée de l'Accord de tutelle, et bénéficier ainsi de la protection de leur zone économique de 200 milles, en même temps que des autres dispositions de la Convention lorsqu'elle entrera en vigueur.

67. Le Conseil prend bonne note de ce que l'Autorité administrante n'aura pas d'objection à ce que ces trois gouvernements constitutionnels micronésiens signent la Convention après la levée de l'Accord de tutelle.

### Tourisme

68. Le Conseil souligne une nouvelle fois que la Micronésie peut être considérée comme une région susceptible d'attirer les touristes. Il prend note du bon essor de l'industrie touristique dans les îles Mariannes septentrionales, en déclin de 4 p. 100 cependant en 1982 par rapport à 1981 pour le nombre de visiteurs, et des progrès plus modestes dans les autres régions du Territoire.

69. Le Conseil se félicite de l'adhésion des gouvernements du Territoire au Conseil régional du tourisme micronésien. Il note la création de nouveaux vols affrétés Japon-Saipan qui devrait donner une nouvelle impulsion au tourisme dans tout le Territoire, et les importants efforts faits par le Bureau du tourisme mariannais.

70. Le Conseil fait siennes les conclusions de la Mission de visite qui estime que le développement du tourisme doit être progressif et soigneusement planifié afin que soient respectés et protégés les économies fragiles, les structures sociales, l'environnement et les traditions culturelles du Territoire.

#### Industrie légère

71. Le Conseil réitère sa préoccupation devant le faible développement des petites entreprises industrielles dans le Territoire.

#### Transports et communications

72. Le Conseil note avec la Mission de visite les sérieux efforts faits par les diverses entités et l'Autorité administrante pour développer un système adéquat de transports maritimes, aériens et routiers, base du développement du Territoire.

73. Le Conseil rappelle cependant que les Micronésiens ont, lors du séjour de la Mission de visite des Nations Unies, demandé à pouvoir bénéficier de moyens de transport maritime meilleurs et plus réguliers de manière que les îles périphériques puissent s'intégrer à l'économie de l'ensemble du Territoire. Le Conseil estime que ce problème mérite une attention particulière.

74. Le Conseil se félicite du développement des liaisons aériennes et de la création de nouvelles pistes d'atterrissage, aux îles Marshall et dans les Etats fédérés de Micronésie notamment. Il souhaite que ce programme puisse être mené rapidement à son terme.

75. Il prend note des améliorations du réseau routier, en particulier à Korolia, Koror et Ponapé. Il estime qu'il reste cependant encore beaucoup à faire pour assurer un réseau routier minimum à tous les principaux centres ainsi que, dans toute la mesure du possible, aux îles périphériques. En ce sens, il conviendrait d'encourager à côté des travaux publics, les programmes communautaires et les programmes d'auto-assistance.

76. Le Conseil prend note avec satisfaction de l'inauguration des stations de satellites terrestres aux Palaos et aux îles Marshall et de la mise en service progressive de toutes les stations des Etats fédérés de Micronésie.

## D. PROGRES SOCIAL

### Services médicaux et sanitaires

77. Le Conseil note que toutes les activités de coordination et d'administration des services sanitaires dans le Territoire sous tutelle ont été transférées aux gouvernements constitutionnels.
78. Le Conseil note avec satisfaction que le nombre de médecins dans le Territoire sous tutelle a augmenté et que les gouvernements constitutionnels encouragent les étudiants à faire des études de médecine. Le Conseil engage l'Autorité administrante à continuer à offrir une aide administrative et financière dans ce domaine.
79. Le Conseil se félicite de l'importance accordée par l'Autorité administrante à l'amélioration, à la modernisation et à l'entretien des installations hospitalières dans le Territoire sous tutelle. Il note avec une satisfaction particulière que le nouvel hôpital à Yap est maintenant pleinement opérationnel et que des emplacements ont été choisis pour les nouveaux hôpitaux de Saïpan et de Majuro, qui seront construits avec des fonds fournis par l'Autorité administrante.
80. Le Conseil se félicite des efforts déployés par les gouvernements constitutionnels et l'Autorité administrante pour enrayer l'épidémie de choléra dans l'Etat de Truk. Il prend note en particulier de la contribution de l'OMS et du FISE dans la lutte contre cette maladie. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante fournit quelque 8,5 millions de dollars pour mener à bien la construction d'égoûts et de canalisations et pour améliorer l'éducation sanitaire.
81. Le Conseil note avec satisfaction que, comme l'a noté la Mission de visite de 1982 dans son rapport, l'Autorité administrante poursuit ses efforts pour améliorer le niveau de santé dans le Territoire sous tutelle. Il note avec une satisfaction particulière que les crédits affectés aux soins de santé ont presque doublé entre 1970 et 1980 et qu'ils dépassent actuellement 8,1 millions de dollars par an.
82. De même que la Mission de visite, le Conseil considère qu'aussi bien l'Autorité administrante que les gouvernements constitutionnels devraient s'attacher à maintenir et développer les services fournis par les dispensaires dans le Territoire sous tutelle, en particulier loin des centres des Etats. Le Conseil fait sienne la vue de la Mission de visite selon laquelle il serait mauvais de laisser les dispensaires fermer car le nombre de patients dirigés vers les hôpitaux risquerait d'augmenter.
83. Le Conseil se félicite en particulier de la construction - annoncée par M. Tenorio des îles Marianne septentrionales - d'un nouveau centre de santé, qui doit commencer prochainement avec une aide financière de dix millions de dollars de l'Autorité administrante.



### Développement communautaire

84. Le Conseil note avec regret que les activités communautaires dans le Territoire sous tutelle demeurent trop tributaires de l'aide extérieure. Le Conseil réaffirme l'importance qu'il attache à une participation plus active des habitants du Territoire sous tutelle à des projets communautaires et à une plus large utilisation des installations existantes.

85. Le Conseil note avec satisfaction la participation de l'Autorité administrante aux travaux de construction de divers projets d'infrastructure entrepris par les équipes d'action civique. Il engage l'Autorité administrante à continuer à fournir des ressources financières et humaines au titre de ces projets.

86. Le Conseil souligne qu'il importe de poursuivre les efforts dans le domaine de la planification de la famille, compte tenu des traditions sociales et culturelles du Territoire sous tutelle. Il note dans le rapport de la Mission de visite de 1982 que la CESAP est disposée à formuler un programme de planification de la famille et souhaite vivement que cette possibilité soit explorée.

### Main d'oeuvre

87. Le Conseil note avec une profonde inquiétude que le problème du chômage dans le Territoire sous tutelle semble s'aggraver. Il est particulièrement préoccupé, comme il l'a indiqué dans son précédent rapport, par le déséquilibre qui existe entre les salariés employés dans le secteur public et ceux du secteur privé. Il engage l'Autorité administrante et les gouvernements constitutionnels à accorder la plus grande importance à la solution de ce problème et à concentrer leurs efforts en particulier sur la création d'emplois dans les îles périphériques, de façon à éviter la migration vers les centres des Etats, avec tous les problèmes qui pourraient en résulter.

### Logement

88. Le Conseil note avec préoccupation que, selon le rapport de la Mission de visite de 1982, le programme de prêts au logement pour les Etats fédérés de Micronésie, qui a été lancé en 1977, est abandonné. Le Conseil espère que l'Autorité administrante continuera à accorder un rang de priorité élevé au programme de construction de logements dans le Territoire sous tutelle et que, dans l'octroi de subventions, elle tiendra dûment compte des normes locales et du matériel utilisé sur place pour la construction.

### Questions relatives à la jeunesse

89. De même que les années précédentes, le Conseil demeure préoccupé par le problème de la jeunesse dans le Territoire sous tutelle et par l'incidence croissante de la délinquance juvénile. Il déplore l'élimination progressive des programmes relatifs à la jeunesse mais note avec satisfaction que l'Autorité administrante reconnaît qu'il s'agit d'un problème important, qui nécessite qu'elle poursuive son assistance et son appui techniques.

90. Le Conseil note avec satisfaction que les fonds alloués au titre du Juvenile Justice and Delinquency Prevention Act ont été augmentés. Il se félicite tout particulièrement des succès des projets intitulés "Outward Bound" exécutés à Ponapé, à Truk et aux Palaos, qui ont sensiblement contribué à la réadaptation des jeunes délinquants.

#### Sécurité publique

91. Le Conseil se félicite de l'assurance donnée par l'Autorité administrante qu'elle continuera à apporter une assistance dans les domaines de la sécurité publique et de la formation aux services juridiques, judiciaires et de police des gouvernements constitutionnels.

92. Le Conseil se félicite en particulier de l'engagement pris par l'Autorité administrante de continuer à appuyer la coopération régionale et internationale dans la formation à la lutte contre le trafic des stupéfiants, la fraude et la contrebande. Il prend note en particulier de l'assistance fournie par la CESAP et la Commission du Pacifique Sud dans ces domaines.

#### E. PROGRES DE L'ENSEIGNEMENT

##### Généralités

93. Le Conseil de tutelle félicite l'Autorité administrante d'avoir assis l'enseignement, dans le Territoire, sur des bases solides et d'avoir mis en place un système d'enseignement primaire gratuit et universel.

94. Néanmoins, le Conseil note avec regret que des problèmes chroniques, tels que le manque de fonds et la pénurie d'enseignants qualifiés, de fournitures scolaires et de locaux persistent. Il note aussi que ces problèmes sont plus aigus dans les fls périphériques.

95. Le Conseil demeure préoccupé face à la dégradation des installations scolaires et de leur entretien dans le Territoire. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante estime que l'entretien des installations existantes devrait être placé au premier rang des priorités et que la formation aux travaux d'entretien devrait être incorporée dans les projets relatifs à l'enseignement.

96. Le Conseil réitère sa préoccupation face à l'acuité des problèmes sociaux parmi les jeunes chômeurs, qu'il s'agisse des diplômés d'université ou de ceux qui ont abandonné leurs études. Le Conseil recommande d'envisager de prendre des mesures en vue d'encourager les jeunes à poursuivre des études qui répondent à la situation de la Micronésie et qui leur permettraient de trouver un emploi.

##### Enseignement primaire et secondaire

97. Le Conseil note que l'Autorité administrante partage ses préoccupations face à la détérioration des bâtiments des écoles primaires, en particulier dans les Etats fédérés de Micronésie.

98. Le Conseil prie une fois de plus instamment l'Autorité administrante d'envisager la possibilité de financer les programmes d'entretien après la levée de l'Accord de tutelle.

99. Le Conseil note avec satisfaction que depuis le passage de la Mission de visite de 1980, des mesures ont été prises dans tout le Territoire sous tutelle pour former davantage d'enseignants et procurer un plus grand nombre de manuels dans les langues locales. Le Conseil se félicite des activités entreprises dans le cadre du programme d'aide à la formation d'enseignants dans le Territoire et espère que le financement de ce programme restera assuré, au moins jusqu'à la levée de l'Accord de tutelle.

#### Enseignement supérieur

100. Le Conseil est heureux de noter que le Collège de Micronésie, seul établissement d'enseignement supérieur du Territoire sous tutelle, continue de desservir les Etats fédérés de Micronésie, les îles Marshall et les Palaos. Néanmoins, le Conseil se déclare préoccupé par le fait que les bâtiments du Collège sont vétustes et délabrés - ce qui se traduit par un surpeuplement des locaux et une baisse du niveau général de l'enseignement. Les renseignements selon lesquels le Collège risque de perdre son statut sont particulièrement inquiétants. Le Conseil note que l'Autorité administrante a affecté des fonds à la création d'un nouveau campus en vue d'agrandir le Collège. Le Conseil recommande que l'édification de ce campus commence dans les meilleurs délais et que l'Autorité administrante finance la construction des nouvelles installations.

101. Le Conseil note avec satisfaction que les attributions du Collège communautaire des îles Mariannes septentrionales ont été élargies et revues de manière à inclure de nouvelles activités de formation.

102. Le Conseil prend note de la préoccupation exprimée par le Vice-Président Oiterong des Palaos face à l'insuffisance des bourses et des prêts octroyés aux diplômés pour poursuivre des études à l'étranger. Il prie instamment l'Autorité administrante d'apporter son concours en la matière.

#### Langues et cultures autochtones

103. Le Conseil note avec satisfaction l'intérêt croissant que portent les gouvernements constitutionnels à la sauvegarde de leur héritage culturel à mesure qu'ils se rapprochent de l'autodétermination.

104. Le Conseil note avec préoccupation la dégradation des bâtiments du Musée des Palaos. Il constate que cette question fait l'objet d'un examen attentif et qu'elle bénéficiera de la priorité.

105. Le Conseil note avec satisfaction que les programmes de sauvegarde des langues autochtones et d'extension de leur emploi se sont poursuivis dans le Territoire sous tutelle et à l'Université de Hawaii. Il se félicite que dans le cadre du programme d'enseignement bilingue pour la Micronésie de l'Université de Hawaii, on continue de dispenser une formation aux principales langues du Territoire.

### Formation professionnelle

106. Le Conseil note que le Collège de formation professionnelle de Micronésie demeure le principal établissement public de formation professionnelle dans le Territoire sous tutelle et il note en outre que le Collège joue un rôle très important dans la formation des Micronésiens à des emplois dans divers secteurs du développement.

107. Le Conseil note avec satisfaction qu'en octobre 1982, la première promotion des étudiants du Programme micronésien d'apprentissage a obtenu son diplôme au terme de quatre années d'études et que le financement nécessaire à la poursuite de ce programme a été assuré. Le Conseil note avec une satisfaction particulière que tous les diplômés des Etats fédérés de Micronésie ont trouvé des emplois correspondant à leurs qualifications.

108. Le Conseil se félicite de la déclaration de l'Autorité administrante selon laquelle elle continuera d'encourager la coopération dans la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée en rapport avec l'offre et les besoins en matière d'emploi des diverses entités du Territoire sous tutelle.

109. Toutefois, le Conseil se déclare préoccupé par le fait que les diplômés du Collège de formation professionnelle de Micronésie ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi à la fin de leurs études, 75 p. 100 d'entre eux seulement exerçant désormais une activité professionnelle. Le Conseil considère qu'il est essentiel de maintenir une étroite adéquation entre la formation professionnelle et les besoins en matière d'emploi.

110. Le Conseil se félicite de la déclaration de M. Takesy (Etats fédérés de Micronésie) selon laquelle on envoie les étudiants poursuivre leurs études dans des établissements régionaux qui dispensent une formation adaptée aux besoins de la région.

### Formation des enseignants

111. Le Conseil note avec préoccupation que le manque d'enseignants qualifiés continue de poser un problème dans l'ensemble du Territoire sous tutelle. Toutefois, le Conseil se félicite des efforts actuellement accomplis pour remédier à cet état de choses.

112. Le Conseil note avec satisfaction que plusieurs programmes complémentaires ont été mis sur pied dans les Etats fédérés de Micronésie au niveau de l'enseignement supérieur pour permettre aux enseignants d'améliorer leurs compétences et d'acquérir un grade conféré par un College. Le Conseil se félicite également de l'amélioration spectaculaire du niveau de qualification des enseignants des îles Mariannes septentrionales.

113. Le Conseil réaffirme une fois de plus qu'il convient d'attacher une attention particulière au Collège de Micronésie, qui est le principal établissement de formation des enseignants et il prie instamment l'Autorité administrante de prendre toutes les mesures possibles pour améliorer le niveau de qualification des enseignants dans la période qui précède la levée de l'Accord de tutelle.



Diffusion d'informations sur l'Organisation des  
Nations Unies

114. Le Conseil prend note des vues exprimées à ce sujet au cours de la cinquantième session. Il prie instamment l'Autorité administrante de coopérer étroitement avec les gouvernements constitutionnels et le Centre d'information des Nations Unies à Tokyo pour assurer dans le Territoire sous tutelle, une diffusion rapide, efficace et systématique de l'information relative à l'Organisation des Nations Unies et au Système international de tutelle.

F. EVOLUTION CONSTITUTIONNELLE ET PROGRES VERS L'AUTONOMIE OU L'INDEPENDANCE

115. Le Conseil de tutelle réaffirme le droit inaliénable de la population de la Micronésie à l'autodétermination, y compris le droit à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à l'Accord de tutelle.

116. Le Conseil note que des référendums sur le statut politique futur du Territoire sous tutelle ont maintenant eu lieu dans les îles Mariannes septentrionales et aux Palaos et qu'un autre référendum est prévu le 21 juin dans les Etats fédérés de Micronésie. Le Conseil note également que l'Autorité administrante a donné l'assurance qu'un référendum aurait lieu prochainement aux îles Marshall.

117. Le Conseil prend note des déclarations des représentants des gouvernements constitutionnels, qui ont souligné leur désir de maintenir des relations avec l'Autorité administrante après la levée de l'Accord de tutelle.

118. Le Conseil prend note du fait qu'avec la levée de l'Accord de tutelle et l'entrée en vigueur d'un nouveau statut politique, le Territoire sous tutelle sera doté d'une autonomie fonctionnelle complète.

119. Le Conseil note avec satisfaction que l'Autorité administrante a réaffirmé que le peuple de Micronésie, après avoir suivi un programme d'éducation politique sérieux, aurait la possibilité de choisir son statut politique futur parmi un certain nombre d'options, dont l'indépendance.

120. Le Conseil note que selon les résultats du référendum qui a eu lieu aux Palaos le 10 février 1983, 61,4 p. 100 des votants ont choisi la libre association avec les Etats-Unis. Il note également que 51,3 p. 100 des votants ont approuvé une disposition de l'Accord relative à l'introduction de matières radioactives aux Palaos. Il note en particulier l'avis de la Mission de visite chargée d'observer le référendum aux Palaos, selon lequel si l'Accord avait bien été approuvé par la population il ne pouvait pas entrer en vigueur, le pourcentage de 51,3 p. 100 étant inférieur aux 75 p. 100 requis aux termes de la Constitution des Palaos pour qu'une telle disposition puisse être adoptée. Le Conseil pense, comme la Mission de visite, qu'il semble que ce soit aux Gouvernements des Etats-Unis et des Palaos de rechercher une solution mutuellement acceptable qui rendrait compatible le paragraphe 3 de l'article II de la Constitution des Palaos et l'article 314 de l'Accord de libre association. A cette fin, il note qu'une équipe de travail a été créée par le Gouvernement des Palaos et que l'Autorité administrante est prête à poursuivre des consultations intensives avec le Gouvernement des Palaos en vue de résoudre le problème.

121. Le Conseil note avec préoccupation que la date du référendum des Palaos a été repoussée à plusieurs reprises et que de l'avis de la Mission de visite, ces retards ont suscité des doutes et des incertitudes dans l'esprit des électeurs. Le Conseil exprime l'espoir que de tels retards n'interviendront pas dans le référendum qui doit avoir lieu le 21 juin dans les Etats fédérés de Micronésie et que la date du référendum aux îles Marshall sera annoncée à l'avance.

122. Le Conseil note avec satisfaction la conclusion de la Mission de visite que la campagne politique s'est déroulée en toute liberté, sans intervention abusive de la part de l'Autorité administrante, que le référendum a eu lieu dans les règles et que le décompte des voix a été effectué de manière scrupuleuse et rigoureuse.

123. Le Conseil note qu'après que l'Accord aura été approuvé conformément aux processus constitutionnels des gouvernements intéressés et du Congrès des Etats-Unis, l'Autorité administrante traitera de la question de la levée de l'Accord de tutelle avec le Conseil de tutelle et avec le Conseil de sécurité, en application des dispositions de l'Article 83 de la Charte des Nations Unies.

124. Pas plus que les années précédentes, le Conseil ne souhaite faire de recommandations précises quant au statut politique futur des différentes entités micronésiennes. Il rappelle qu'à son avis la libre association est une option qui n'est pas incompatible avec les termes de l'Accord de tutelle, dès lors que les populations intéressées l'auront librement acceptée.

125. Le Conseil est heureux que, dans son rapport pour 1982, l'Autorité administrante ait déclaré que la levée de l'Accord de tutelle et l'entrée en vigueur d'un nouveau statut politique ne devraient pas plonger les économies des gouvernements constitutionnels dans des difficultés. A ce propos, il accueille également avec plaisir l'engagement pris par l'Autorité administrante de fournir une assistance économique pendant la phase initiale de la libre association.

126. Le Conseil note avec intérêt la déclaration de M. Oiterong, vice-président des Palaos, selon laquelle un groupe interorganisations était actuellement formé pour assurer la liaison avec le Gouvernement des Etats-Unis pendant la période qui suivra la levée de l'Accord de tutelle.

127. Le Conseil exprime le souhait que la levée de la tutelle puisse intervenir rapidement dès lors que les populations micronésiennes se seront prononcées sur le statut politique futur et que ces territoires sont désormais dotés de gouvernements désignés conformément à leurs constitutions.

128. Tout en reconnaissant pleinement que la volonté des peuples doit être le principal facteur déterminant le statut politique futur du Territoire sous tutelle, le Conseil regrette quelque peu que les peuples de Micronésie aient décidé de faire face à l'avenir séparément et non en tant que territoire unifié. En conséquence, le Conseil exprime de nouveau l'espoir que les Micronésiens prendront toutes les mesures nécessaires pour créer, après la levée de l'Accord de tutelle, l'entité micronésienne qu'ils sont convenus d'établir à Molokai, en octobre 1977. En outre, il souligne la nécessité d'une coopération et d'une collaboration concrètes entre les peuples de Micronésie et invite instamment l'Autorité administrante et les quatre gouvernements constitutionnels à coopérer pleinement à cette fin.